

Intégration des prénoms judéo-chrétien

Damase Barhalikubagirwa Buhendwa

Auditeur à l'École doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu
barhacikuba@yahoo.fr



La philosophie africaine en général - et bantoue en particulier - nous apprend que le nom permet d'approcher l'être d'une personne, de l'identifier et de la distinguer de quiconque. Il semble donc normal d'exprimer l'anthroponyme dans la langue de la personne qui le porte. Alors que certains s'insurgent contre le recours à des éléments phonétiques, morphologiques, lexicaux ou syntaxiques empruntés à d'autres langues - estimant que ces derniers ne peuvent que corrompre et avilir le parler cible et détruire l'âme de la personne concernée -, nous observons chez des Bashis, peuple vivant à l'Est de la République démocratique du Congo dans la province du Sud-Kivu, une tout autre démarche dans le choix des noms.

En effet, dans le souci de s'ouvrir à autrui, des Bashis devenus chrétiens s'approprient les noms des saints. La plupart de ces noms étant d'origine occidentale, un nombre important de Bashis portent des noms à consonance européenne : français, anglais, allemand, portugais, flamand, etc., selon qu'ils ont été en contact avec un colon, un missionnaire ou un coopérant parlant l'une de ces langues.

Suivant une approche sociolinguistique et interculturelle, cette étude procédera à l'identification des anthroponymes (prénoms) que le mashi doit aux langues occidentales ; elle proposera leur orthographe et dégagera les morphèmes des unités lexicales concernées. Sans nier l'importance des autres aspects relatifs aux contacts des langues, les emprunts seraient la meilleure expression de l'interlingualité et de l'interculturalité.

Le plurilinguisme éducatif et l'avenir du français à Bukavu

Denis Barhishi Luhiriri

Étudiant inscrit au programme de D.E.S. de l'Université officielle de Bukavu
praise_thelord3@yahoo.fr

1. De la genèse à la situation actuelle du projet

Notre inscription au programme de Maîtrise en Sciences du langage et de la Communication (Mention : Français langue étrangère) de l'Université de Rouen ainsi que notre expérience comme professeur de français langue seconde et étrangère (depuis 2002) ont aiguisé notre soif de concevoir un projet de thèse de doctorat. Celui-ci s'est concrétisé avec l'inscription au programme de D.E.S. de l'Université officielle de Bukavu.

Nous nous sommes intéressé aux contacts de langues dans la ville de Bukavu, en focalisant notre attention sur l'impact du plurilinguisme et la façon dont les langues locales influencent le français, et vice versa. Cette étude nous permet de prédire l'avenir du français et d'analyser son fonctionnement en tant que langue seconde et/ou étrangère sur un espace soi-disant francophone et de faire une projection sur l'avenir du français à Bukavu.

S'agissant de notre dossier académique et administratif, il faut préciser que nos recherches sont encadrées par le Professeur François Abibi Azapane-Mango, professeur ordinaire à la Faculté des lettres de l'Université de Kisangani, qui accepte localement leur direction de l'amont à l'aval. Il est secondé par le Professeur Muyaya Wetu, professeur ordinaire à la Faculté des lettres de l'Université de Lubumbashi.

Ces recherches sont facilitées, d'une part, par notre connaissance assez approfondie de la ville de Bukavu (maîtrise du fonctionnement des influences français-langues locales et vice versa) et l'assemblage d'une riche documentation (travaux inédits, livres spécialisés, articles...) dans les domaines linguistique, sociolinguistique et didactique en rapport avec le sujet, d'autre part.

2. Problématique du projet

En République démocratique du Congo (R.D.C.), le français jouit d'un statut spécial - d'un statut double, en fait. Il est à la fois la langue officielle du pays, et la langue d'enseignement. En ce qui concerne ce deuxième aspect, le français est utilisé à la fois comme métalangue, c'est-à-dire comme un véritable véhicule des autres savoirs, et comme matière ou discipline à part entière à tous les niveaux, et dans tous les domaines du savoir.

Mais ce statut ne résout malheureusement pas les problèmes de la vie et du fonctionnement de cette langue dans le pays et, particulièrement, à Bukavu, terrain de nos recherches. En effet, bien que notre pays soit entièrement francophone, nous nous posons la question de savoir combien de Congolais s'expriment réellement en français. Il semble que moins d'un quart des 60 millions d'habitants sont effectivement francophones (7 millions). Et force est de constater que nombre de ces francophones rendent imparfaitement les structures de la langue française. Dans les écoles comme dans les services administratifs, ce sont le kiswahili et les langues vernaculaires qui sont les plus sollicités. Le français n'intervient que rarement ; et encore n'est-ce que dans des situations socialement contraignantes.

La partie orientale de la R.D.C., du Sud jusqu'au grand Nord, est menacée de manière non négligeable par la langue anglaise. Dans la ville de Bukavu, cette influence anglo-saxonne fragilise le fonctionnement du français pour deux raisons : les aspirations commerciales des Bukaviens et leurs besoins exotiques.

La ville de Bukavu est une ville commerciale dont les activités sont majoritairement orientées vers les pays africains anglophones (le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, le Nigeria, la Tanzanie et l'Afrique du Sud) et les pays asiatiques à dominante anglophone. La tendance actuelle est la relation entre Bukavu, les États-Unis et l'Angleterre. Cette grande influence économique contribue à l'ouverture de nombreux centres d'apprentissage de l'anglais pour adultes et adolescents. Corollairement, les gens montrent de moins en moins d'intérêt pour l'apprentissage de la langue française. Au demeurant, les institutions politiques et diplomatiques n'envisagent aucune politique et aucun aménagement pour asseoir celle-ci sur des bases solides. L'anglais s'enracine donc petit à petit et impose son expansion.

Beaucoup de familles sont actuellement convaincues que la connaissance de la langue anglaise est un paramètre incontournable pour sortir de la misère qui accable le pays. Les voyages sont facilités par une communication aisée en anglais. De même, l'accès à l'emploi est conditionné par la connaissance de l'anglais. Ce sont ces compénétrations anglicistes qui, combinées aux influences des langues locales, confirment l'importance du choix de notre sujet. Les unes comme les autres enrichissent la situation linguistique pluraliste de la ville de Bukavu.

Malgré les constats qui précèdent, nous ne voyons pas d'implication suffisante des défenseurs du français dans la recherche de solutions. Sur cet espace francophone, l'expression française ne bénéficie pas de bons soins. On remarque que, même dans les écoles, le français est loin de bénéficier de son statut officiel. Des failles méthodologiques caractérisent son enseignement et, donc, son apprentissage. Des incursions sociales et culturelles, au lieu d'enrichir positivement la langue, portent atteinte à sa santé, à sa vie et à son avenir.

Tous ces constats rendent compte d'une série de problèmes de la langue française qui nécessitent une étude minutieuse.

Par ailleurs, le français comme langue d'enseignement en R.D.C. est considéré comme langue seconde. Pourtant, lorsque nous faisons allusion à sa pratique dans les milieux d'enseignement, c'est non sans regret que nous constatons qu'il n'en est rien. On lui confère, dans les faits, le statut d'une langue étrangère. Aussi, dans la mesure où des

confusions sont entretenues à tous les niveaux, peut-on s'interroger sur le véritable statut du français.

Les contacts de langues dans un milieu plurilingue comme la ville de Bukavu constituent, somme toute, un sujet très complexe. Et c'est de cette complexité que nous voudrions tirer la sève de notre modeste contribution à l'édification du monde scientifique.

Au demeurant, l'essentiel dans cette recherche est d'envisager quel pourrait être l'avenir du français à Bukavu. (Quel avenir pour quelle langue ?).

Cette projection va s'articuler autour des questions suivantes :

1. Les influences sémantiques et lexicales de langues locales (véhiculaire et vernaculaires) sur le français et vice versa ont-elles des effets linguistiques à Bukavu ?
2. Le cas de Bukavu confirme-t-il ou non le statut officiel de grand pays francophone de la R.D.C. ?
3. Quel est le véritable statut (langue seconde ou langue étrangère) du français à Bukavu ?
4. Quelle politique linguistique et/ou quel aménagement pourrait-on envisager pour que la langue française soit assurée d'un bon avenir en R.D.C., en général, et à Bukavu, en particulier ?

3. Objectif du projet

À l'issue de ce projet, l'étude devra contribuer à la correction de l'expression et au maintien de la langue française normée et universellement actualisée. Elle devra faciliter l'étude d'une possibilité de rendre officiels les néologismes récents. Sur les plans lexical et sémantique, il est nécessaire d'officialiser et d'universaliser les congolismes et de confirmer l'importance de la place de la R.D.C. dans la francophonie.

Il ne sera pas question de minimiser les apports sociolinguistiques dus aux contacts de langues à Bukavu. Tout en montrant leur importance dans le fonctionnement du français à travers les régions (du français standard aux parlers français régionaux), il est plutôt question de mettre en garde les locuteurs de cette langue contre toute déviation par rapport à ses normes ; mais aussi de montrer l'importance sociolinguistique des apports bukaviens au français.

Dans cette optique, le projet se veut à la fois une analyse diagnostique et thérapeutique. Après avoir constaté les failles dans le fonctionnement du français à Bukavu, et les causes identifiées, il est nécessaire de les combattre. Les failles dont il devra être question n'ont rien à voir avec les termes, expressions et structures venus des contacts entre le français et les langues locales. Elles viennent plutôt de l'absence ou de l'insuffisance de l'expression en français.

L'essentiel est de savoir que ce à quoi nous nous attendons sur un espace francophone, c'est une communication saine, faisant cohabiter pacifiquement les normes avec les actualités sociolinguistiques.

4. Thèse du projet

L'opinion, tant nationale qu'internationale, est convaincue que la R.D.C. est un pays francophone. La langue française y est la langue officielle et la langue d'enseignement. Il va sans dire que d'aucuns soutiennent que toutes les activités s'y font en français.

Cette conception des choses vaut autant pour tout le pays que pour la ville de Bukavu. Le constat fait sur le terrain nuance cette considération théorique en prenant en compte les influences non négligeables des langues locales sur le français. Sur le plan pratique, la R.D.C. est un pays francophone dans lequel le français connaît également des influences de l'anglais et des langues locales. Ce qui justifie l'importance de l'une des questions principales de cette recherche, à savoir l'avenir du français à Bukavu.

5. Hypothèses de la recherche

Les hypothèses de la recherche nous amèneront à vérifier ce qui suit :

- Le français en R.D.C. en général, et à Bukavu en particulier, serait une langue étrangère plutôt qu'une langue seconde ;
- L'influence sémantique et lexicale des langues locales vernaculaires et véhiculaire (le kiswahili), ainsi que celle de l'anglais sur le français, aurait plutôt des effets complexes sur le fonctionnement communicatif ;
- La considération selon laquelle la R.D.C. est un grand pays francophone serait plus théorique que pratique ;
- Il y aurait une bonne politique linguistique et un bon aménagement si tous les acteurs de la promotion du français s'impliquaient réellement dans le processus de la vie et de la promotion de cette langue.

6. Démarches méthodologiques

Le champ et les visées de la recherche étant les mêmes que pour le mémoire de D.E.S. que nous avons réalisé à l'Université de Rouen, nous nous devons d'emprunter les mêmes voies méthodologiques. Il s'agira d'appliquer la méthode documentaire (pour compléter notre information), la méthode d'analyse sociale (pour une deuxième descente sur le terrain) et la méthode d'analyse sociolinguistique (pour l'étude des cas d'influences réciproques entre le français et les langues environnantes ou coexistantes).

Nous adopterons également, dans la mesure du possible, une démarche comparative, afin de vérifier l'étrangeté ou la xénité du français à Bukavu.

Les quatre langues nationales : réalités politiques ou linguistiques ?

Rex Ekyoci Sadi

Étudiant de maîtrise à l'École doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu
saddy_rex@yahoo.fr

La R.D.C. est une mosaïque de langues. On y dénombre plus ou moins trois cents langues ethniques et plusieurs dialectes. En effet, le problème de la complexité des langues indigènes et la nécessité qu'avaient les colonisateurs belges de connaître les langues vernaculaires pour les introduire dans l'enseignement primaire ont permis à beaucoup d'entre elles d'être décrites.

Des linguistes belges sont parvenus à unifier ces langues autour de quatre langues d'expansion ou de grande diffusion (*lingua franca*) : ciluba, kikongo, lingala et swahili. Ces quatre langues dites « nationales » ne sont cependant pas connues de tous les citoyens de la R.D.C. Pourtant, après l'Indépendance, cette erreur politique de terminologie sera reproduite par tous les gouvernements.

C'est ainsi, par exemple, que le retard observé dans tous les domaines de l'instruction et de la formation au lendemain de la souveraineté nationale, le recours à l'authenticité et la dézarisation n'ont pas contribué à restaurer la politique linguistique des langues nationales. On peut aussi noter la promulgation de la loi cadre de l'éducation (1986), les résolutions de la conférence nationale souveraine (1992), les états généraux de l'éducation (1996) et la promulgation de la constitution de la R.D.C. (2006).

Tous ces efforts soutenus par le politique continuent à soutenir ces quatre langues régionales, comme s'il s'agissait de langues nationales, à renfort de sommes colossales.

Mémoire discursive et interdiscours de réconciliation dans la région des Grands Lacs africains

Darius Kitoka Tombo

Étudiant en DES à l'École doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu

Assistant à l'Université ouverte de Bukavu

Journaliste reporter

dariuskitoka@yahoo.fr

Il est devenu évident aujourd'hui qu'en littérature ce n'est pas la finalité du texte qui fait le discours, mais bien les formes linguistiques, et partant, la présence de marques formelles en relation avec la situation d'énonciation (Tomassone et Petiot, 2002). Ces deux auteurs précisent, en outre, que comprendre une phrase « c'est percevoir sa signification en fonction du contexte dans lequel elle est produite - contexte, c'est-à-dire environnement textuel, mais aussi contexte de situation ». Notre travail se situe dans la même optique, à savoir, analyser et comprendre les discours - en l'occurrence les discours produits dans le cadre de réconciliations dans la région des Grands Lacs - à la lumière de leurs contextes (contexte textuel et contexte de situation). Nous passons de l'énonciation (discours-texte-phrase) à la reconstruction du sens, en passant par la typographie, et les jeux sur la linéarité qui peuvent apparaître dans la présentation même du texte.

Ainsi, à titre d'exemple, dans le discours prononcé le lundi 15 octobre 2001 à Addis-Abeba par Sir Ketumile Masire (2001), nous relevons, dans les cinq premiers paragraphes, des marques d'énonciation analysables et porteuses de sens décisifs pour la poursuite du « dialogue intercongolais » et ses précédents ou son histoire. L'appellatif, ou encore l'apostrophe, *Excellences*, qui ouvre ce discours, suggère une relation objective entre interlocuteurs. *Voici venu le jour J* à l'incipit du premier paragraphe est un indicateur de temps identifiant le moment de l'énonciation. Ce circonstant situe la parole, l'événement par rapport à l'énonciation et le place dans une suite de faits en tissant des liens chronologiques en relation directe avec le présent. C'est surtout la linéarité progressive qui efface l'équivoque avec une combinaison des embrayeurs : *nous, vous, je* employés simultanément. Le discours progresse dans une relation d'inclinaison Exclusion/Inclusion ou le *je* se mêle au *nous*, pour ensuite s'en écarter ; alors le *nous* éclate et les interlocuteurs s'émancipent ; le langage laissant à chacun des interlocuteurs la lourde charge discursive de ses responsabilités. Le discours devient ainsi le miroir d'actions observées sur le terrain.

Par ailleurs, ce discours de Ketumile Masire, revêt des aspects différents et imminents. Les circonstants neutres et relatifs *aujourd'hui, jour J, depuis le début, au mois de mai...*, placés en tête des paragraphes sont autant de balises qui éclairent des pages chronologiques. Les tiroirs verbaux oscillant entre le participe présent, substitut du présent, et le passé s'étirent jusqu'au moment de l'énonciation. La navigation de ce discours signale les statuts des interlocuteurs qui s'appuient sur le ton lyrique, affectueux et même emblématique du locuteur, entremetteur, qui amadoue et exhorte son auditoire. L'évocation des répercussions de l'espace Addis-Abeba au passé composé

- substitut du présent - présage implicitement les résultats attendus à l'issue de la réunion : la réussite à tout prix.

Ce jeu de langage nous intéresse, car, qu'il apparaisse dans les négociations d'Arusha en Tanzanie avec les acteurs du conflit rwandais qui dégénérera en génocide ou encore à Sun City concernant les Congolais, on y retrouve toujours le même discours, à quelques nuances près : un discours de réconciliation presque toujours suivi d'échecs et de rebondissements, dont le discours des uns et des autres demeure le grand témoin.

Le « dire » revenant au « faire » (Austin, 1970 et Ducrot, 1984), pareilles analyses, nous l'espérons, pourraient constituer des socles de ruptures épistémologiques qui garantiraient une fidélité langagière et éviteraient, à l'arrivée, la langue de bois des politiques dans la région des Grands Lacs, voire au-delà de cette partie du monde en prise aux troubles incessants.

Bibliographie

Austin, J., 1970. *Quand dire c'est faire*. Paris : Le Seuil.

Ducrot, O., 1984. *Le Dire et le Dit*, Paris : Éditions de Minuit.

Masire, K., 2001. *Discours du facilitateur Sir Ketumile Masire à la cérémonie d'ouverture du dialogue intercongolais, Addis-Abeba, Éthiopie, lundi 15 octobre 2001*.

Tomassone, R., Petiot, G., 2002. *Pour enseigner la Grammaire (I et II)*. Paris : Delagrave, coll. Pédagogie et Formation.

Onomastique des peuples de la région des Grands Lacs Une dynamique pour la prévention et la résolution des conflits

Gustave Lungumbu Bweni

Étudiant de maîtrise à l'École doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu
lubweagl@yahoo.fr

Charles Kolinde Madragule

Chef de travaux à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu

Depuis plus d'une décennie, des conflits de tous ordres, ouverts ou latents, ravagent la région des Grands Lacs africains dans une proportion on ne peut plus inquiétante. Ces conflits ont pour conséquence l'émergence et le développement des sentiments de haine et de répulsion mutuelle allant jusqu'à des cas de massacres de peuples de la région.

De nombreux travaux scientifiques ont déjà été réalisés sur l'onomastique de ces peuples. L'ensemble de ces travaux a porté sur l'analyse de la structure formelle des dénominations et a débouché sur l'étude de leur contenu sémantique ainsi que sur des tentatives d'interprétation socioculturelle.

Toutes ces études sur l'onomastique des peuples de la région des Grands Lacs (anthroponymie, toponymie, dendronymie, oronymie...) ont révélé non seulement l'identité particulière de chaque peuple, mais surtout l'unicité socioculturelle, la parenté des concepts et des principes de base qui concourent à la dation des noms et l'existence d'un fonds commun spatio-temporel qui voit naître les dénominations et qui traduit, par ce fait, une identité d'expression.

Les concordances entre ces différentes dénominations des êtres, des choses et des lieux constitueraient des facteurs laissant transparaître l'origine commune des peuples, leur unicité. Elles pourraient être récupérées comme arguments solides en faveur de la prévention et de la résolution des conflits attestés, de manière à instaurer une paix durable entre toutes ces communautés.

Approche sociolinguistique du discours politique congolais

Samuel Mulala Kyalemaninwa

Étudiant de maîtrise à l'École doctorale de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu
mulala_samuel@yahoo.fr

Nous nous proposons de réaliser une étude qui s'inscrit dans un projet de recherche sociolinguistique sur des discours prononcés par les hommes politiques au pouvoir en République démocratique du Congo (R.D.C.), depuis l'Indépendance jusqu'à nos jours. Cette étude vise à analyser le vocabulaire et d'autres outils linguistiques conçus par l'homme politique et mis en œuvre par ce dernier dans ses discours officiels. Le champ de l'étude se limitera aux discours prononcés dans le but d'expliquer le vocabulaire politique commun et/ou divergent, usuel et même fondamental, caractéristique du système politique congolais.

Plusieurs études, tant historiques que linguistiques ou sociologiques, ont déjà montré que le vocabulaire politique comportait souvent des images, des symboles et autres figures de rhétorique et que chaque époque se caractérisait par des termes fétiches spécifiques d'un pays, d'un dirigeant, voire d'un régime.

Il existe donc une thématique, un jargon, qui se développe autour d'éléments linguistiques tels que les slogans, devises, « mots de passe » et autres tics de langage émaillant la production orale des politiciens. Ces éléments traduisent l'idéal (ou l'idéologie) de ces hommes politiques, le rapport entre les gouvernants et les gouvernés, les relations entre le gouvernement et d'autres États. Si l'on examine les promesses contenues dans ces discours, il en ressort que le langage ne constitue pas forcément une forme d'action des politiciens congolais face à leur peuple.

Cette étude consacrée au discours des politiciens, en l'occurrence les quatre présidents de la R.D.C. et le « premier » Premier ministre (personnalités illustres qui ont marqué l'histoire de ce pays depuis l'Indépendance jusqu'à ce jour), se donne pour tâche d'étudier les aspects identitaires constants, mouvants, contradictoires, tous ancrés dans le contexte social. Bref, on retiendra que c'est en fonction d'un auditoire aux caractéristiques sociolinguistiques particulières que les protagonistes du discours doivent s'exprimer et exposer leur point de vue sur des problèmes qui les concernent directement, dans le but d'influencer, de transformer ou de renforcer les croyances ou les comportements de leur public cible.